



À LA UNE

LE RÉVEIL TARDIF DES ÉCOLES CONTRE LES **VIOLENCES** SEXUELLES

Les écoles d'ingénieurs, forcées de réagir à la suite d'enquêtes accablantes, se mobilisent enfin contre les violences sexuelles sur leurs propres campus.

Mais leur action repose encore fortement sur le travail bénévole d'étudiantes engagées

Le communiqué avait tout d'un satisfecit. A la rentrée 2022, l'école d'ingénieurs CentraleSupélec se félicitait d'une « baisse significative » des violences sexistes et sexuelles sur son campus, et décrivait des indicateurs « positifs » en présentant les résultats d'une enquête portant sur l'année 2021-2022. Derrière les mots de contentement, les chiffres étaient pourtant très lourds : sept victimes de viol, soixante-seize agressions ou contacts physiques non consentis et quarante-deux cas de harcèlement sexuel déclarés (pour 3300 étudiants et étudiantes, et sur un an seulement) dans le prestigieux établissement. La première édition de cette enquête, portant sur l'année précédente et rendue publique en 2021, avait fait l'effet d'une bombe dans le monde des écoles d'ingénieurs. A l'époque, les résultats étaient encore plus accablants, avec vingt-huit viols et soixante et onze agressions sexuelles recensés.

« Mais, aujourd'hui, avec sept cas de viol avérés plus douze autres personnes qui ne se disent pas sûres de la qualification de ce qu'elles ont subi, je ne crois pas qu'on puisse parler d'amélioration "significative" comme cela a été fait », regrette Aurélie Metzeldard, étudiante à CentraleSupélec et présidente de Çapèse, l'association féministe de l'établissement qui a mené à bien ces deux études. A l'instar des autres associations contactées, engagées dans leurs écoles d'ingénieurs, elle salue néanmoins une communication fructueuse ces derniers mois avec l'administration, et une évolution manifeste dans la volonté de cette dernière de mettre en place des mesures concrètes.

Après le rapport de 2021 de CentraleSupélec, les enquêtes se sont en effet multipliées dans ces écoles – souvent sous l'impulsion d'étudiantes –, mettant au jour l'ampleur des violences sexistes et sexuelles qui ont cours sur leurs campus. En avril 2022, *Le Monde* rendait publics les résultats d'une étude interne de Polytechnique, au sein de laquelle une étudiante sur quatre affirmait avoir été victime d'une agression sexuelle depuis son entrée à l'X, et onze viols ou tentatives de viol étaient alors dénombrés dans les différentes promotions de l'établissement. En juin 2022, AgroParisTech recensait dix-sept cas de viols et 141 victimes d'agression sexuelle parmi les étudiants présents dans l'école.

Sur le plateau de Saclay, où sont regroupés ces établissements, et ailleurs en France, les grandes écoles d'ingénieurs ont été alors obligées de s'engager davantage contre les violences sexuelles et contre les mécanismes qui les assoient, sur leurs campus majoritairement masculins. Si ces écoles communiquaient depuis des années sur leurs dispositifs contre les violences sexistes et sexuelles, ceux-ci se limitaient bien souvent à de timides réunions d'information. « Ce n'est que depuis quelques mois que de vraies mesures sont mises en place, avant ça, c'était très loin du nécessaire », déplore Eugénie Multrier, présidente du bureau des élèves de Polytechnique.

UN TEMPS DE RÉACTION BIEN LONG

Côté administration, on réfute le procès en inaction passé. « Nous avons des dispositifs en place depuis 2017. Dire qu'ils étaient suffisants, sans doute que non, mais s'il y a eu un





temps de latence, il est le même que dans la société», répond la directrice de Polytechnique, Laura Chaubard, entre deux préparatifs pour les 50 ans de l'ouverture du concours de l'X aux femmes (désormais 20 % des effectifs). *«Cela fait des années que l'école s'est structurée autour de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, avec la création d'une mission égalité et d'une cellule d'écoute»,* assure aussi Alexandrine Urbain, directrice de la vie étudiante de CentraleSupélec.

Reste que les récentes enquêtes mettent en lumière le grand retard de ces écoles dans la prévention et le traitement de ces abus, auquel elles se heurtent aujourd'hui. *«Cela prendra du temps avant de voir la culture changer, car la prise en main est toute récente, explique Lucie Rochas, secrétaire générale de Çapèse. Jusque-là, par exemple, la cellule d'écoute n'était pas visible, et donc pas du tout sollicitée.»*

Dans une lettre ouverte, publiée en juin après les sondages, des étudiantes d'AgroParisTech fustigeaient les expressions de «sidération» et de «surprise» utilisées par les directions. *«Dans chaque école, nous les avons averties et priées d'agir pendant des mois»,* dénonçaient-elles.

Le sujet n'est effectivement pas nouveau dans l'enseignement supérieur, encore moins dans les écoles d'ingénieurs – qualifiées en 2020 de «bastions virilistes» par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, dans son rapport annuel sur le sexisme en France. *«Avant ces sondages, la direction et de nombreux étudiants ont surtout cherché à étouffer les affaires qui émergeaient, pour ne pas entacher l'image de l'école»,* déplore Matthieu Lequesne, membre de La Sphinx, une association de polytechniciens portés sur les enjeux sociétaux. Ancien de l'X, il fait partie des élèves qui, dès 2017, se sont engagés sur le sujet. *«On sent un vrai changement de posture, les directions reconnaissent enfin que c'est de leur responsabilité de traiter ces enjeux, souligne-t-il. Et il y a un certain courage à aller, avec ces enquêtes internes, regarder les choses en face.»*

«Il y a d'abord eu un temps de latence où l'administration rechignait à débloquer des fonds. Mais, à présent, on travaille en bonne intelligence: on a des amphis de rentrée conséquents sur le sujet ou encore des séances de sensibilisation avec des psychologues», apprécie Eugénie Multrier. Pour elle, ce qui a surtout changé, c'est *«la mobilisation des élè-*

ves, qui a permis de faire vraiment évoluer l'ambiance de la vie associative», lieu de nombreuses dérives. Dans presque tous les établissements aujourd'hui, des étudiants identifiés sont présents dans les soirées organisées dans le cadre de l'école – très fréquentes –, pour sécuriser les événements. *«S'il y a eu quelques réticences au début, maintenant on ne note plus aucune résistance»,* constate Aurélie Metzeldard.

GHB ET HUMILIATIONS

Signe du retard des administrations sur la question, nombre de dispositifs reposent exclusivement sur l'implication de ces étudiants, de la constitution des enquêtes internes à la sensibilisation, en passant par la supervision des soirées. *«Beaucoup de progrès ont été faits, mais sur la base du travail gratuit d'étudiantes, qui s'épuisent de soirées en commissions. Si, une année, moins d'élèves sont prêtes à le faire, les campagnes de sensibilisation s'écrouleront»,* alerte Matthieu Lequesne. *«On est volontaires, mais c'est parfois lourd à porter, surtout sans suivi psychologique»,* reconnaît Lucie Rochas.

Les écoles assurent en avoir pleinement pris conscience en cette rentrée. *«On se rend compte que la solution de faire reposer une grande partie de la responsabilité sur les étudiantes était insuffisante, et représentait une charge mentale, mais aussi sociale trop lourde pour elles. Se mobiliser sur ces sujets n'est en effet pas sans conséquences sur leur position dans leur promotion»,* admet Laurent Buisson, directeur d'AgroParisTech.

De nombreuses dérives se reproduisent ainsi dans le contexte du huis clos propre à ces grandes écoles. *«C'est beaucoup plus contenu depuis que nous avons des responsables formés pour chaque événement, mais des problèmes d'ambiance persistent»,* explique Léa Perraudin, étudiante en troisième année aux Mines d'Alès, membre du collectif féministe La Clitoliste. Elle raconte que, l'an dernier, des étudiantes ont été droguées avec du GHB, ou encore que perdure, dans certaines soirées, la tradition dite «du limousin», au cours de laquelle un élève doit se déshabiller au milieu d'un cercle de personnes.

Ces comportements intégrés à des moments festifs, notamment d'exhibition sexuelle – qui reviennent dans plusieurs écoles –, continuent d'asseoir une culture de banalisation des abus, rendant encore difficile la prise de parole des victimes. *«Nombre d'étudiants parlent de "suicide so-*





cial” pour évoquer le risque pris à dénoncer le sexisme et les violences sexuelles, observe Coline Briquet, doctorante en sciences de l'éducation à l'UPEC et à l'Isseg, qui a publié, en 2019, un article sur la « banalisation des violences de genre » dans les écoles d'ingénieurs. A leur arrivée en école, ils ont conscience que la qualité de leur vie sociale sera définie par leur capacité à s'intégrer, et donc à adhérer aux normes de la communauté étudiante, sans la remettre en cause. »

DÉCONSTRUIRE LES STÉRÉOTYPES

A AgroParisTech, Pauline (le prénom a été modifié), étudiante en première année, décrit comment des camarades femmes ont subi des « mains aux fesses », lors de la « Nuit du Styx », une soirée interécoles organisée, à la rentrée, par Polytechnique. Dans son établissement, elle note un changement de ton de la direction – qui a assuré en début d'année qu'elle « n'hésiterait pas à prononcer des renvois » –, mais trouve le travail de sensibilisation, avec une séance de deux heures, trop léger. L'enjeu crisper encore : l'association étudiante Cassis, qui a réalisé l'enquête de 2022 à Agro et regrettait une faible implication de l'administration, n'a pas souhaité répondre à nos questions, évoquant une « situation trop tendue ».

« On est décidés à reprendre à notre compte la charge des enquêtes et de l'encadrement festif, et à accélérer sur la partie formation », assure le directeur, Laurent Buisson. Mais, avec ce réveil tardif, les écoles se heurtent à une difficulté majeure : celle des ressources humaines. « Nous ne sommes pas les seuls à avoir ces besoins, et on voit qu'il y a peu de personnes qualifiées sur ces enjeux et que les prestataires, notamment pour sécuriser les événements, sont overbookés. On a contracté un partenariat avec France Victimes pour la cellule d'écoute, mais on peine à renforcer nos équipes en permanents formés », reconnaît-il.

Les collectifs engagés réclamant de pérenniser les budgets pour la formation des responsables associatifs et de renforcer les séances de prévention, le nerf de la guerre sera aussi celui de l'argent que les écoles voudront bien allouer à ces enjeux. Le ministère de l'enseignement supérieur a annoncé, en octobre, le doublement des moyens attribués à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Les écoles affirment s'être « volontiers emparées » de ce nouveau financement, et mobiliser l'aide des fondations rattachées à leur établissement pour étendre leurs actions.

Aujourd'hui, certains étudiants estiment

toutefois, comme Eugénie Multrier, qu'il « faut cesser de présenter les écoles d'ingénieurs comme un lieu qui concentre les violences ». « C'est aussi en ouvrant les écoles aux femmes qu'on battra en brèche le sexisme : autant leur montrer qu'on a avancé », dit-elle. Montrer qu'elles ont leur place ? L'enjeu se situe surtout dans la déconstruction des stéréotypes de genre qui, dès les petites classes, disqualifient la présence des femmes dans les secteurs scientifiques. Et sont encore subis sur les campus par celles qui ont osé les intégrer. ●

ALICE RAYBAUD

3,5

C'est, en millions d'euros, le montant qui sera alloué à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles (VSS),

chaque année, dans les universités et les grandes écoles, a annoncé, en octobre, le ministère de l'enseignement supérieur. Un « doublement » des moyens par rapport aux 1,7 million d'euros octroyés en 2022, qui avaient été fixés lors de l'annonce, l'an dernier, d'un plan national sur cinq ans. Ce nouveau budget doit permettre d'augmenter le nombre de personnes formées, de recruter des référents VSS chargés d'accompagner les établissements dans la mise en place des dispositifs de prévention, d'accompagnement et de signalement. A cela s'ajoutent 1,2 million d'euros de subventions pour accompagner les projets de soixante-treize associations et établissements de l'enseignement supérieur public et privé.

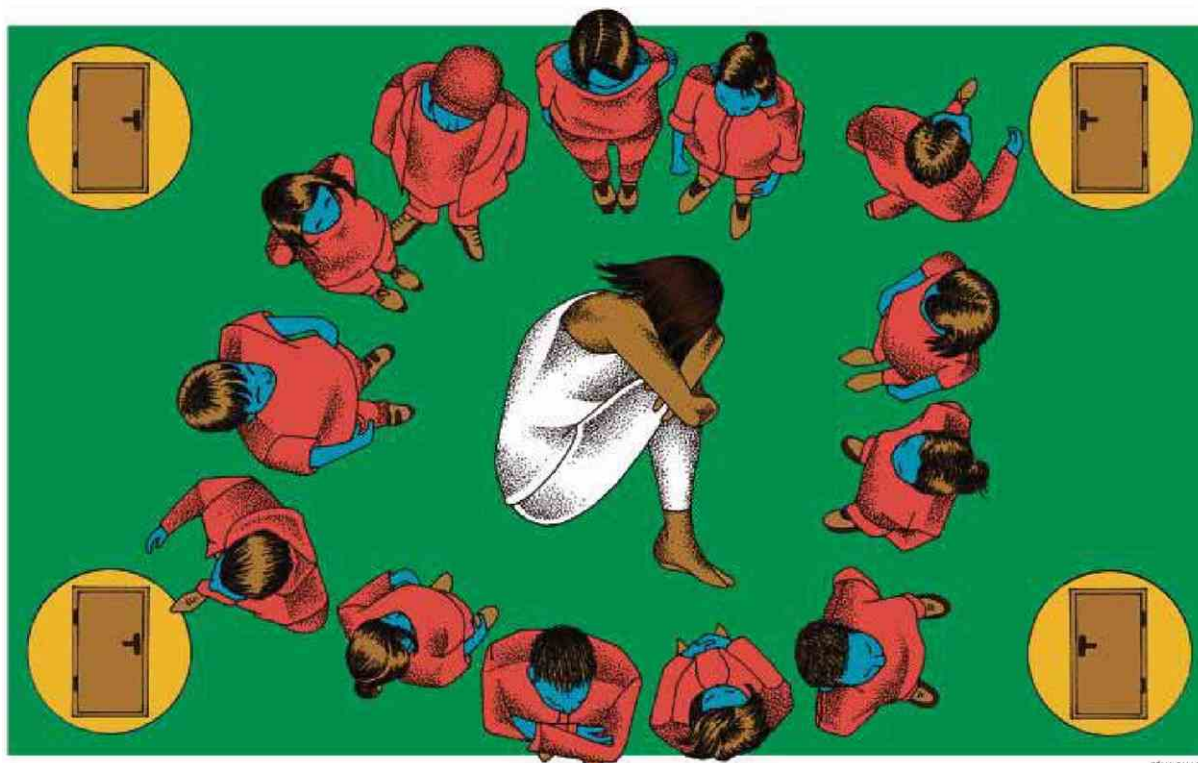
« NOMBRE D'ÉTUDIANTS PARLENT DE "SUICIDE SOCIAL" POUR ÉVOQUER LE RISQUE PRIS À DÉNONCER LES VIOLENCES SEXUELLES »

COLINE BRIQUET
doctorante
en sciences
de l'éducation





**PERDURE DANS
CERTAINES SOIRÉES
LA TRADITION DITE
DU « LIMOUSIN »,
OÙ UN ÉLÈVE DOIT
SE DÉSHABILLER AU
MILIEU D'UN CERCLE
DE PERSONNES**



CELIA CALLOIS

